



Destruction des retraites : Après le mépris, le déni de démocratie avec le 49-3 !

Cet après-midi un nouveau cap a été franchi par le Gouvernement.

En utilisant l'article 49-3 de la Constitution le Premier Ministre a ajouté au mépris des organisations représentatives des personnels et de celui des salariés en grève, du privé comme du public, le mépris de la représentation nationale et de la démocratie. Utiliser le 49-3 c'est empêcher le débat démocratique, faire taire ceux qui peuvent exprimer à l'Assemblée ce que pense plus de 60% des Françaises et des Français : à savoir que cette loi relève d'une idée folle. Celle de casser le progrès social, de casser notre système de retraite par répartition issue du CNR pour ouvrir la voie à la retraite par capitalisation comme l'a prouvé la publicité, éphémère et pour cause, d'AXA.

Ce mépris du peuple qui se bat depuis des mois contre cette régression sociale est insupportable. Les imbrications entre les intérêts personnels des ministres disposant de portefeuilles conséquents d'actions et les lois votées sont flagrantes et inadmissibles dans la République Française dont le principe inscrit dans notre Constitution est : gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple.

Cet après-midi, c'est donc une véritable déclaration de guerre qu'il a lancé aux salariés, aux manifestants d'hier, d'aujourd'hui et de demain, à celles et ceux qui défendent chaque jour dans les entreprises, les droits des salariés.

Monsieur le Président, vous nous avez mis au défi, prétextant que nous ne savions pas ce qu'est la dictature. Aujourd'hui vous nous avez donnée une belle démonstration de déni de démocratie. Vous vous obstinez à poursuivre une politique qui n'a été voulue, et encore, que par 20 % des Français ! Alors, si comme vous l'avez défini le 24 janvier 2020, « une dictature c'est un régime où une personne ou un clan décide des lois », force est de constater que nous nous en approchons à grands pas.

Vous voulez être le Chef. Mais vous n'êtes qu'un chefaillon prétentieux et imbu de lui-même. Vous suintez le mépris et la mesquinerie. De plus ce n'est pas d'un chef dont la République et la démocratie ont besoin. Elles ont besoin d'élus défendant leurs intérêts avant ceux de la finance, d'élus défendant les intérêts de La France au lieu de celui des multinationales.

Ce que le peuple a fait il peut le défaire. Nous appelons chacun de ceux qui le souhaitent à combattre vos idées dès demain sur leur lieu de travail et dans la rue par la grève et en manifestant contre votre politique socialicide et à faire battre dans chaque ville de France dans les urnes, les femmes et les hommes qui comme vous méprisent le peuple, notre démocratie et l'esprit de la République Française.

Vous n'êtes rien, soyons tout

Contact presse : Alexis Martinez 06 87 58 14 43
Contact : contact@republiqueetsocialisme.fr
www.facebook.com/republique.socialisme
<https://twitter.com/RepetSoc>

République et Socialisme 44bis rue Philippe de Girard 75018 Paris